

The Soviet Empire : Pressures and Strains. Londres, Institute for the Study of Conflict. 1980, 68 p.

Théofil I. Kis

Volume 12, Number 4, 1981

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/701302ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/701302ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Kis, T. I. (1981). Review of [*The Soviet Empire : Pressures and Strains.* Londres, Institute for the Study of Conflict. 1980, 68 p.] *Études internationales*, 12(4), 829–830. <https://doi.org/10.7202/701302ar>

lecteur de formuler son propre jugement suivant les hypothèses qu'il estime les plus fondées.

À notre sens, les éléments les plus convaincants de l'analyse montrent ainsi que le MPLA constituait probablement le mouvement le mieux structuré (au plan organisationnel et interethnique) et le plus habile, au plan stratégique, étant donnés les liens qui l'unissait, d'une part, à l'OUA et, d'autre part, à la Conférence des organisations nationalistes des colonies portugaises. Le soutien politique et militaire de l'URSS au MPLA se justifie donc en termes de « Realpolitik », d'autant plus que les rapports liant l'UNITA et le FNLA à l'Afrique du Sud et au Zaïre (sans compter la CIA) mettaient gravement leur légitimité en cause.

Par ailleurs, Klinghoffer démontre avec brio que les Cubains, loin d'être de simples exécutants de la politique extérieure soviétique, poursuivaient des objectifs très autonomes sur le continent africain, ce qui, d'ailleurs, a tendance à équilibrer l'influence soviétique, comme le prouve leur attitude lors du coup d'état vraisemblablement pro-soviétique qui a failli renverser A. Neto en 1977.

Bien d'autres points mériteraient d'être mentionnés ici, mais le cadre limité d'une recension ne permettrait pas de leur accorder la place qui leur est due. Qu'il suffise de dire que l'ouvrage de Klinghoffer est, sous tous rapports, une lecture nécessaire à toute personne intéressée à la situation africaine actuelle et à la politique soviétique dans le Tiers Monde. En fait, nous suggérerions particulièrement sa lecture à l'administration américaine afin qu'elle médite à loisir sur le thème, toujours actuel, de la stupidité politique et qu'elle tente d'éviter les erreurs et les incohérences passées.

Michel FORTMANN

*Département de science politique
Université de Montréal*

The Soviet Empire: Pressures and Strains. Londres, Institute for the Study of Conflict. 1980, 68 pp.

Depuis sa fondation, l'Institute for the Study of Conflict à Londres a entrepris et

publié quelques 115 travaux de recherche portant sur les tensions et conflits, sur l'agressivité des États, sur les impacts politiques causés par telles activités, ainsi que sur les causes et les conséquences sous-jacentes.

Une trentaine de spécialistes sur l'URSS et l'Europe de l'Est regroupés dans une conférence internationale par l'Institut ont enquêté en 1978-1979 les « faiblesses et les forces » de l'URSS et de ses alliés est-européens entrant dans les années '80. On y retrouvait des grands noms dans la spécialisation, comme Leonard Schapiro, Brian Crozier, Martin Dewhurst, David Dyker, Iain Elliot, Raymond Hutchings, Peter Janke, Vladimir Kusin, H. Neubroch, Otto Pick, David Rees, Michael Rowe, George Schopflin, G.H.N. Seton - Watson, Ann Sheehy, et autres.

Le volume que ces spécialistes ont produit est un compte-rendu des principales propositions tirées par la conférence. Faisant appel à des données récentes et concrètes, les participants tirent des conclusions portant sur l'équilibre des forces et sur la politique à mener par l'Ouest face à la configuration politique, économique et militaire créée par les actions de l'URSS dominées par les présupposées idéologiques sur le plan international. C'est une vision globale sur les années '80. Les participants apportent des réponses neuves et stimulantes.

Dans notre compte-rendu sur l'étude nous limitons à un bref survol des propositions tirées par les participants à la conférence.

Les auteurs approchent leur problème en décrivant l'URSS comme un dernier empire dans le monde se donnant une mission globale. Leur étude traite dans sa première partie générale les implications stratégiques de l'URSS et sa politique de la consolidation de sa position dans le tiers monde et au Moyen-Orient riche en pétrole et en matière première. Ce thème est étudié en fonction de l'implication des facteurs déterminant le succès et/ ou l'insuccès de cette politique, comme la rivalité et les disputes politiques avec la Chine, compétition et tensions dans les relations avec l'Ouest et le Japon, « eurocommunisme », et l'idéologie. Le lecteur y appréciera l'analyse

de coût qu'implique une telle politique d'expansion et de rivalité. Les auteurs estiment que l'URSS prend un risque de perdre le contrôle sur les dimensions de sa politique et sur les conflits qu'elle peut engendrer avec l'Ouest.

La deuxième partie traite les questions portant sur l'Europe de l'Est, et plus particulièrement sur celles relatives à la contrainte soviétique sur la région, au défi au marxisme léninisme, à l'insuccès des partis communistes au pouvoir en Europe de l'Est d'intégrer leur sociétés respectives, les questions relatives à la corruption, à la coercition, et à l'insuccès de la socialisation, ainsi que les problèmes résultant de l'emploi des méthodes policières par les autorités en place dans le but d'assurer le « law and order » établi. Il y est également question de l'incapacité des partis communistes de l'Europe de l'Est se trouvant sous contrôle des autorités soviétiques de résoudre les problèmes qu'engendrent les sociétés modernes et leur « nouvelle » classe ouvrière créée par le système socialiste lui-même, ainsi que le « nouveau » nationalisme et la dissidence politique. Cette partie comporte enfin une description des relations « intra-empire » entre l'URSS et l'Europe de l'Est.

La troisième et la quatrième parties analysent la politique intérieure de l'URSS, notamment les tensions au politburo causées par le vieillissement du leadership et par la crise de succession conséquente, la militarisation excessive et les problèmes politiques et économiques que cela engendre, les problèmes économiques de la modernisation et de la technologie (économique et militaire), le problème des nationalités, et les problèmes sociaux que tout cela implique.

Les auteurs confirment la thèse développée par L. Schapiro qu'à la différence des États-Unis, l'URSS ne connaît pas le complexe « militaro-industriel » et que, au fond, l'URSS a deux économies : « civile » et « militaire ». L'économie militaire garde la priorité absolue, surtout sur le plan technologique et celui de l'allocation des ressources humaines et matérielle et du savoir-faire scientifique.

Quant aux prévisions en ce qui concerne le développement économique, les auteurs estiment que l'avenir de l'économie soviétique (cf. croissance économique continue) dépend principalement de la transformation qualitative de la technologie et des relations économiques avec les autres pays industriels.

Enfin, les auteurs traitent de l'inertie et de la passivité sociale ainsi que des méthodes du contrôle politique qu'emploient les autorités soviétiques pour assurer le « law and order » et la mobilisation sociale aussi bien à l'intérieur de l'URSS qu'en Europe de l'Est.

Theofil I. KISS

*Département de science politique
Université d'Ottawa*

3. NOTICES BIBLIOGRAPHIQUES

Hélène GALARNEAU*

ARNOLD, Guy. *Aid in Africa*. London – New York, Kogan Page-Nichols Publishing, 1979, 240 p. ISBN: 0-89397-062-X

Arnold tente ici un tour d'horizon de l'aide au développement en Afrique. Son livre se divise en quatre parties : des chapitres d'introduction et de conclusion qui se recourent et dans lesquels l'auteur disserte sur la nature de l'« aide » au développement (appellation fautive, dit-il) et sur les chances d'instauration d'un nouvel ordre économique international, et deux parties principales qui examinent les pays donateurs d'une part et récipiendaires d'autre part.

Par l'étude des pays fournisseurs, l'auteur cherche, à partir de l'examen des transferts qu'ils effectuent, à dégager les intérêts économiques, politiques et stratégiques qui sous-tendent les politiques d'aide. Y sont examinés, dans de courts chapitres, les pays occidentaux (les principaux pays européens, les États-Unis, le Canada et le Japon), de qui proviennent les trois quarts de l'aide à l'Afrique, les pays arabes, qui constituent un cas

* Documentaliste au C.Q.R.I.